[Text]

committee is to consider this legislation in the light of the principles by which it was approved in the House of Commons. Therefore I think, as was agreed this morning, we should try to accommodate the witnesses who indicated a desire to come. Some of them are here this afternoon and I suggest that we get on with hearing those witnesses.

The Chairman: Mr. Robitaille, you indicated an interest in talking. We will let you have the last word on this.

M. Robitaille: Monsieur le président, à la suite des propos de mon collègue McCreath, je voudrais ajouter qu'il faut s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il y ait un certain équilibre dans le choix des témoins.

Présentement, 12 témoins ont été suggérés par l'opposition et deux l'ont été par le gouvernement. Je souhaite fortement qu'il y ait un certain équilibre dans le choix des témoins. Bien qu'on conçoive que certains groupes puissent s'opposer au projet de loi C-113, il y en a d'autres qui sont en faveur et qui ont leurs raisons. Ils ont le droit de s'exprimer eux aussi.

Je vous demanderais donc qu'on apporte une attention particulière à assurer un certain équilibre dans la répartition du temps alloué pour l'audition des témoins.

The Chairman: There seems to be a general consensus to proceed with the ones we have. If there are any further witnesses to be added, we will hold discussions outside this meeting as a steering group, with representatives of each of the parties. Let's get on with the business of the afternoon.

Mr. Robitaille: Just one moment, Mr. Chairman. I would like to withdraw the name of Tony Stolks.

Mr. Soetens: I spoke with Mr. Stolks. He would like to appear, but it is a question of time. He is going away on holidays on Wednesday, so unless you can schedule him tomorrow—I am not sure he can do that—he will not be able to participate.

The Chairman: Thank you.

I would like to introduce Mr. Doug Wyatt, who is the general counsel from general legal services of the Department of Finance. He is here to address an overview of Bill C-113. Mr. Wyatt, I understand you have numerous resource people at your beck and call this afternoon.

Mr. Doug Wyatt (General Counsel, General Legal Services Division, Department of Finance): You are right, Mr. Chairman. I propose, if the committee agrees, to give a brief overview of Bill C-113 and then you can call upon the experts to ask further questions. These omnibus bills present a problem of coordination, because they bring different departments and different expertise into them. My role was simply to coordinate the production of Bill C-113, and these experts are the experts and the policies behind it.

Mr. Chairman, as the committee probably knows, this bill arises out of the economic statement made by the Minister of Finance on December 2, in which the government announced a freeze or a 10% reduction in a broad range of grant and

[Translation]

j'estime que nous sommes là pour examiner ce projet de loi à la lumière des principes en vertu desquels il a été approuvé à la Chambre des communes. J'estime donc, comme nous l'avons décidé ce matin, que nous devons essayer d'entendre les témoins qui ont manifesté le désir de venir. Certains d'entre eux sont déjà là cet après-midi, et je vous propose de passer tout de suite à eux.

Le président: Monsieur Robitaille, vous vouliez prendre la parole. Vous avez le dernier mot.

Mr. Robitaille: Mr. Chairman, to follow on what my colleague Mr. McCreath just said, I will add that we should try our best to have some balanced representation of witnesses.

At this point, 12 witnesses have been suggested by the Opposition and two by the government. I would strongly urge that we have some balance in the distribution of witnesses. Although some groups may conceivably oppose Bill C-113, others have reasons to be in favor of that bill. They should also be given the opportunity to express their views.

I would therefore urge that we make a point to share equitably the time allocated for witnesses.

Le président: Je pense que nous sommes dans l'ensemble d'accord pour entendre les témoins que nous avons. S'il faut en ajouter d'autres, nous en discuterons plus tard en comité directeur avec les représentants de chacun des partis. Passons maintenant à notre programme de cet après-midi.

M. Robitaille: Un instant, monsieur le président. J'aimerais retirer le nom de Tony Stokes.

M. Soetens: J'ai parlé avec M. Stokes. Il voudrait comparaître, mais c'est un problème de temps. Il part en vacance mercredi, et, donc, à moins que nous ne puissions l'entendre demain—et je ne suis même pas certain qu'il puisse venir—il ne pourra pas venir.

Le président: Merci.

Je vous présente M. Doug Wyatt, conseiller juridique principal des services juridiques du ministère des Finances. Il va nous donner un aperçu d'ensemble du projet de loi C-113. Monsieur Wyatt, je crois que vous ne manquez pas de personnes-ressources cet après-midi.

M. Doug Wyatt (conseiller juridique principal, Direction des services juridiques généraux, ministère des Finances): En effet, monsieur le président. Si le comité le veut bien, j'aimerais vous présenter un bref aperçu du projet de loi C-113, après quoi vous pourrez demander plus de précisions aux experts. Ces projets de loi omnibus posent un problème de coordination, car ils font intervenir tout un éventail de ministères et d'experts. Mon rôle a simplement été de coordonner la réalisation du projet de loi, et ces experts sont ici pour vous expliquer toutes les politiques.

Monsieur le président, comme le comité le sait probablement, ce projet de loi découle de l'exposé économique présenté le 2 décembre par le ministre des Finances, dans lequel le gouvernement a annoncé un gel ou